



Tél : 05 61 33 57 63  
Fax : 05 61 33 51 00  
E-Mail [rmp.fdg@cr-mip.fr](mailto:rmp.fdg@cr-mip.fr)

## **Déclaration de Marie-Pierre VIEU, Présidente du Groupe Front de gauche, Conseil Régional Midi Pyrénées**

Jeudi 20 janvier, la Commission « Industries, grands groupes, services aux entreprises » du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, présidée par Bernard Plano, examinera le financement d'une mission économique en Israël du 15 au 19 juin prochains, portant sur un montant de 33 300 euros.

Le Front de Gauche tient à faire entendre sa colère et dire sa désapprobation.

L'implication de notre institution sur un tel dossier ne peut, dans le contexte actuel du Proche Orient, que conforter la politique du gouvernement israélien, lequel bafoue en permanence toutes les résolutions de l'Organisation des Nations unies.

En juin dernier, le financement d'un projet analogue avait mobilisé contre lui, plusieurs associations, militant pour la paix et le respect des droits de l'Homme ainsi qu'une partie de la majorité. A l'initiative du groupe Front de Gauche une déclaration avait été adoptée lors de la Commission Permanente du 3 juin dernier pour rappeler la volonté de notre collectivité de faire vivre la solidarité et concourir à toute initiative qui participerait de la restauration d'un véritable dialogue dans la Région.

On ne peut donc agir aujourd'hui comme si rien ne s'était passé !

On ne peut s'indigner avec Stéphane Hessel sur la situation faite au peuple Palestinien financer des coopérations qui apparaîtront inévitablement comme un soutien à la politique de colonisation menée par l'armée et le gouvernement Israélien en Cisjordanie et au blocus dont la population de Gaza fait les frais. La responsabilité de notre Région est, au contraire, d'apporter sa contribution à l'instauration d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dans le respect du droit international et des droits nationaux de chacun des deux peuples.

C'est pourquoi le groupe Front de Gauche demande à Monsieur Martin Malvy, Président de la région Midi-Pyrénées, ainsi qu'à Monsieur Bernard Plano, de retirer le dossier de demande du financement de cette mission de l'ordre du jour de la commission du 20 et la suspension de toute subvention du Conseil Régional Midi Pyrénées à un tel projet.

Christian Picquet et moi-même, tous deux membres de la commission agiront dans ce sens.

Toulouse, le 17 janvier 2011